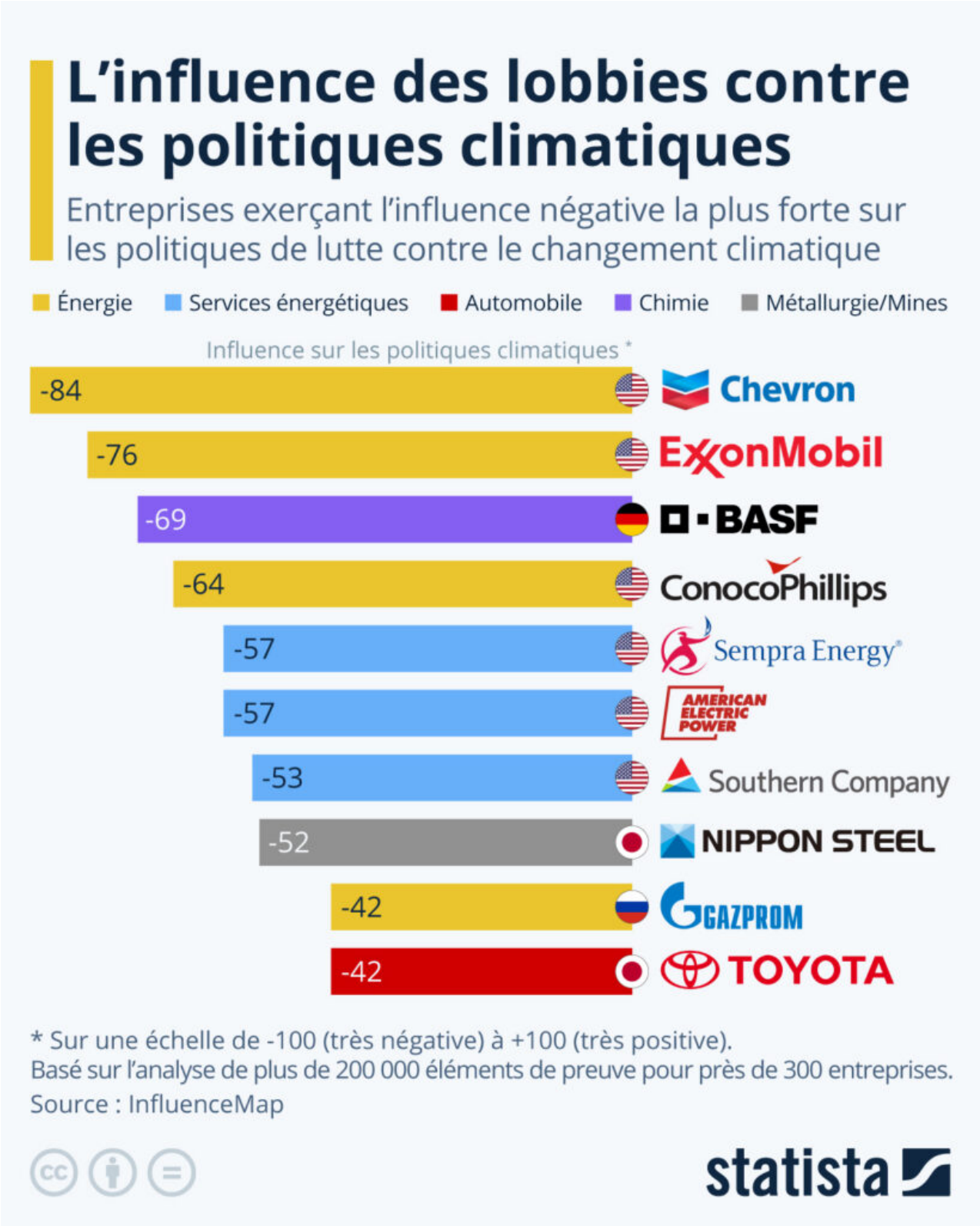
Ecrit par le 16 novembre 2026

L’influence des lobbies contre les politiques climatiques

Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026



Les Petites Affiches de Vaucluse depuis 1839

Ecrit par le 16 novembre 2026

Un nouveau rapport du groupe de réflexion InfluenceMap révèle les multinationales qui exercent l'influence négative la plus forte à l'encontre des politiques climatiques dans le monde. Dans l'édition précédente de cette étude, les auteurs précisaient que ces entreprises avaient recours à des méthodes de lobbying « prolifiques et très sophistiquées » afin d'influencer les gouvernements sur leurs actions en matière de climat et d'énergie.

En tête de liste en 2022, on trouve les géants pétroliers américains Chevron et ExxonMobil qui, sur la base de l'analyse de plus de 200 000 éléments de preuve – dont des commentaires sur des consultations, messages de PDG, rapports financiers, comptes-rendus de médias, publicités/relations publiques et liens avec des associations professionnelles – apparaissent comme les entreprises faisant le plus obstacle à la mise en œuvre des politiques climatiques. D'autres grands groupes du secteur de l'énergie et de la chimie figurent parmi les sociétés exerçant l'influence la plus néfaste dans ce domaine : ConoccoPhillips, BASF et Gazprom.

Ed Collins, directeur d'InfluenceMap, a lancé un avertissement : « les stratégies utilisées par les entreprises pour freiner les politiques climatiques ont fait un long chemin depuis le négationnisme scientifique, mais elles sont toutes autant dommageables. Ce que nous observons ne se limite pas à des efforts visant à saper directement les réglementations. Il s'agit aussi de techniques visant à contrôler le narratif sur le climat ». Développant sur ce point, le dernier rapport indique : « comme il est impossible d'atteindre l'objectif « zéro émission nette » sans politique gouvernementale, l'analyse de la politique d'engagement d'une entreprise constitue un test approfondi de l'authenticité des objectifs. Toute entreprise dont l'objectif « zéro émission » ne soutient pas de manière constructive une politique climatique alignée sur l'Accord de Paris se livre à une forme d'écoblanchiment ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista.